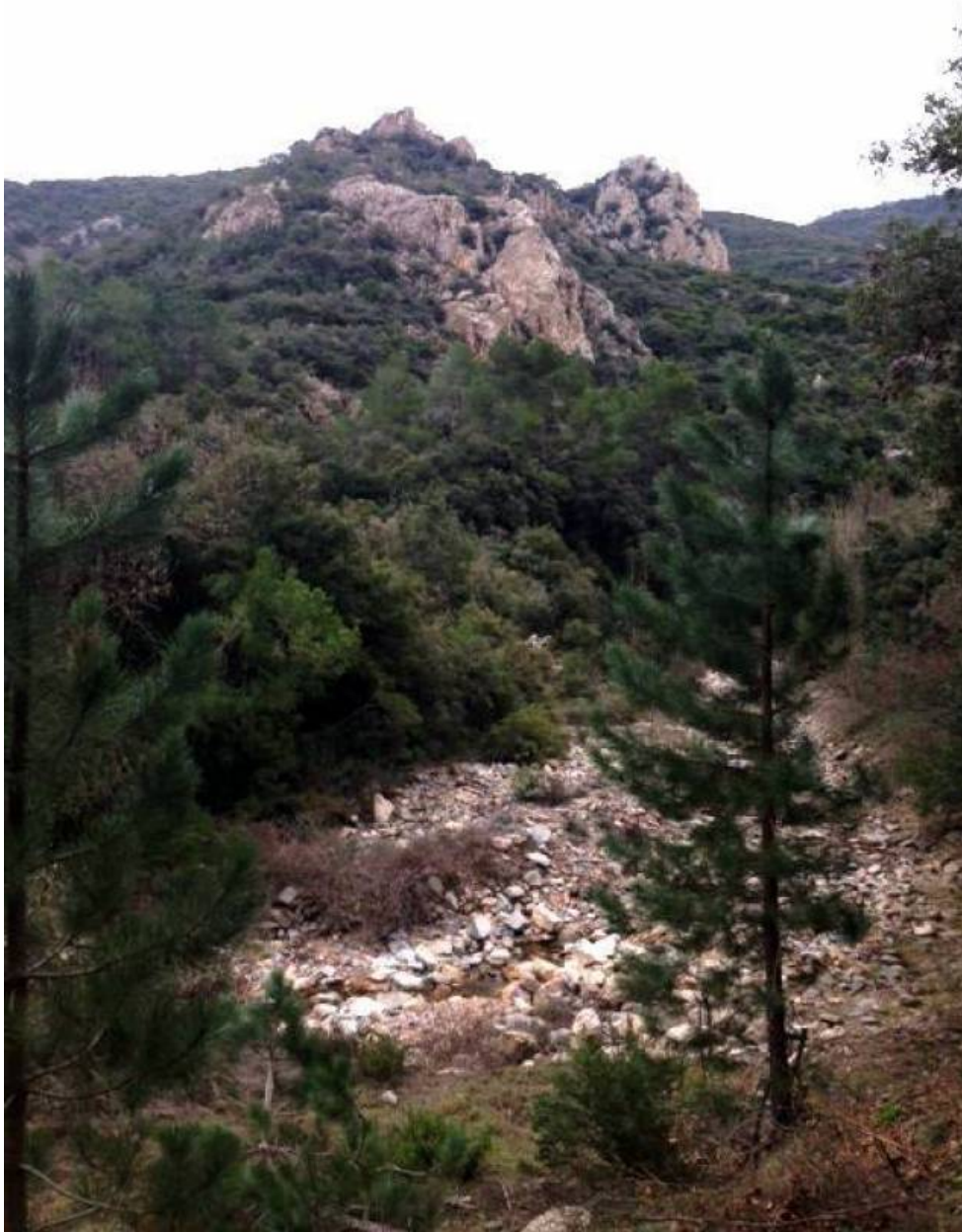


LIBAN

Les forêts, victimes et acteurs du changement climatique



Une belle forêt catalane dans la région de Tarragona, la réserve de Poblet.

ENVIRONNEMENT

La forêt est non seulement un potentiel de stockage de carbone, mais aussi une valeur économique qui peut aller jusqu'à 400 dollars par hectare en Méditerranée, estime un expert.

BARCELONE, de Suzanne BAAKLINI | OLJ

27/03/2015

On l'oublie souvent, mais les forêts sont aussi des foyers d'économie locale (écotourisme, exploitation du bois et d'autres produits...) qui, dans un cadre plus global, jouent un important rôle de stockage du carbone, une fonction non négligeable dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. De ce rôle-là et des projets de financement en rapport avec le changement climatique (reboisement et autre), il a été

question lors de la quatrième semaine méditerranéenne organisée à Barcelone du 17 au 20 mars courant. Cet événement, qui rassemble tous les deux ans les principaux acteurs en rapport avec la forêt méditerranéenne, **n'a cependant pas abouti** à une action commune en vue des rendez-vous mondiaux sur le changement climatique.

(Lire aussi : Semaine forestière méditerranéenne : adieu Barcelone, à bientôt Rabat...)

Sur le lien à établir entre développement des forêts et lutte contre le changement climatique, Ludwig Liagre, expert dans le financement des forêts, rencontré sur place, explique à L'OLJ que le rôle des forêts à ce niveau revêt trois dimensions.

« Tout d'abord, dit-il, il faut reconnaître que les forêts sont vulnérables, que leurs écosystèmes vont être affectés par le changement climatique : les attaques parasitaires, les feux de forêt seront plus fréquents. Deuxièmement, les forêts peuvent limiter les effets du changement climatique en jouant un rôle dans le développement du territoire : gérées de manière durable, elles stockent mieux l'eau dans les nappes, protègent les sols de l'érosion, préservent des espèces de biodiversité, créent des emplois et des revenus. Au Liban, les produits forestiers non ligneux (pas le bois) sont une filière très porteuse, sans compter l'importance de la valorisation des paysages pour l'écotourisme. Le troisième aspect est celui de l'atténuation des effets du changement climatique puisque les forêts stockent du carbone, limitant par le fait même les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. »

Investir dans ces forêts les rend par conséquent plus aptes à jouer ce rôle. « Le plus important est de définir les moteurs de dégradation et de déforestation, ceux qui empêchent les forêts de stocker le carbone et de délivrer les biens et services aux populations, affirme Ludwig Liagre. Ces facteurs peuvent être liés au surpâturage, aux feux de forêt, à l'urbanisation... On peut alors prévoir des programmes et des ressources auprès des acteurs concernés. »

Il ajoute : « Parmi les axes à prendre en compte, il faut réfléchir à des initiatives comme les paiements pour les services qui visent à préserver les écosystèmes en rémunérant ou en offrant des motivations à certains acteurs comme les agriculteurs ou les propriétaires de terrains boisés qui ont des pratiques de gestion durable. Une autre approche, liée à la première, vise à mettre en place un système de fonds, des mécanismes de financement alimentés soit par les deniers publics, soit par le secteur privé, comme une fiscalité pour les forêts, par exemple. Au Liban, l'initiative des 40 millions d'arbres (programme national de reboisement) ouvre la voie à des bailleurs de fonds publics ou privés de se retrouver pour financer ce programme ambitieux. »

(Lire aussi : Plaidoyer pour une véritable gestion des forêts)

Reconnaître la valeur économique des forêts

Ludwig Liagre déplore cependant qu'à l'heure actuelle, le financement de projets relatifs à la forêt méditerranéenne reste insuffisant. Il souligne que de manière générale, la recherche de fonds pour les forêts n'est pas affaire aisée. « Le secteur forestier a une rentabilité de long terme, d'où la difficulté de convaincre les investisseurs, explique-t-il. Voilà pourquoi, à mon avis, le secteur forestier devrait être une priorité du secteur public. Les citoyens, pour leur part, doivent prendre conscience de l'importance de préserver les forêts pour leur bien-être. Si les intérêts des deux se rencontrent, on pourra concevoir une démarche de solidarité nationale, de la fiscalité nationale ou locale, pour des projets forestiers. »

Les forêts, souligne-t-il, ont une valeur économique importante. « Pour les forêts méditerranéennes, cette valeur peut aller jusqu'à 400 dollars par hectare, dit-il. Au Liban, on serait même au-delà de ce chiffre. Ces valeurs nécessitent une reconnaissance. Aujourd'hui, si la sphère publique ne le reconnaît pas, il faut investir dans la communication, dans la sensibilisation, dans les études, pour mesurer l'importance économique des forêts, reconnaître leur valeur et y financer des projets. »

Les forêts nouvelles reboisées et les forêts anciennes ont-elles la même valeur ? « Il est difficile de faire ce calcul, répond-il, cela dépend de la méthodologie employée et de l'utilisation qu'on veut faire de la forêt. Mais il est sûr que les forêts primaires ont une valeur patrimoniale, en termes de mémoire et de la valeur culturelle qui dépasse probablement celle de la forêt plantée. »

À savoir que le Liban, suite à un projet financé dans plusieurs pays de la région Mena par l'Agence allemande de développement, GIZ, a présenté, par le biais de son ministère de l'Agriculture, son plan national de reboisement comme une Nama (« Nationally Appropriate Mitigation Action », une action nationale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre).

Pour mémoire

[Disparition d'un million de mètres carrés d'arbres à Jannah : nouveau débat](#)

[Plus d'un million de douilles de cartouches de chasse... collectées dans les forêts](#)

Sur le même sujet

[Le Costa Rica, « laboratoire de gestion des forêts »](#)

[RETOUR À LA PAGE "LIBAN"](#)